

Communiqué de presse

Berne, le 5 juin 2020

Postfinance : Non à une autre entreprise d'État dans l'économie

Le Conseil fédéral a décidé de lever l'interdiction des crédits et hypothèques chez Postfinance. Du point de vue de l'Union suisse des arts et métiers usam, c'est une mauvaise décision. Aujourd'hui, le marché fonctionne très bien. Le fait qu'une entreprise bénéficiant d'une garantie de l'État se lance dans des aventures de politique financière doit être fermement rejeté.

Les chiffres de la Banque nationale suisse BNS parlent d'eux-mêmes : le marché suisse des crédits et des hypothèques fonctionne bien. De nombreux fournisseurs sont en mesure de très bien répondre à la demande, surtout du côté des PME. De plus, l'offre de capitaux empruntés n'a cessé d'augmenter en Suisse au cours des vingt dernières années. La décision du Conseil fédéral est tout à fait inutile.

Qui plus est, elle est potentiellement nuisible. Le conglomérat de la Poste est en effet une entreprise bénéficiant d'une garantie de l'État et sujette, comme on l'a vu par le passé, à une gouvernance opaque. Transformer Postfinance en une banque est une lourde hypothèque aux dépens du contribuable. La décision du Conseil fédéral est un nouveau symptôme d'un malaise plus profond : les entreprises publiques utilisent leurs privilèges pour pénétrer les marchés privés et faire une concurrence déloyale aux entreprises privées.

La plus grande organisation faïtière de l'économie suisse rejette avec fermeté la décision prise aujourd'hui par le Conseil fédéral. La Poste n'est pas faite pour la place financière.

Renseignements complémentaires**Hans-Ulrich Bigler**, directeur, tél. 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09**Henrique Schneider**, directeur adjoint, tél. 031 380 14 14, mobile 079 237 60 82

Plus grande organisation faïtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et quelque 500 000 PME, soit 99,8 pour cent du total des entreprises de notre pays.